

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Precarite-et-exclusion-en-Argentine-On-peut-encore-fouiller-dans-les-poubelles>

# **Précarité et exclusion en Argentine : On peut encore fouiller dans les poubelles :**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 8 mai 2002

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### " Celui qui meurt meurt, et voilà ! "

La politique économique actuelle engendre l'exclusion et le nombre des pauvres augmente de jour en jour. Les gens se retrouvent sans travail dans toutes les classes sociales, aussi bien ouvriers que diplômés. La misère est grande mais en même temps on constate une forte mobilisation de toutes les couches de la population : il y a ceux qui descendent dans la rue pour protester devant le palais du gouvernement et demander le départ des hommes politiques, devant les banques contre le dernier pillage de la classe moyenne par le gouvernement qui s'est approprié les économies épargnées ; il y a les barrages de route, parce que les gens ne gagnent rien ou presque, ou parce qu'ils travaillent pour le gouvernement et que celui-ci ne tient pas ses engagements ; il y a les manifestations de ceux qui ne peuvent plus réaliser des transactions commerciales, ni vente ni achat d'une maison, d'une voiture, ni traitement médical parce que leur argent n'est plus disponible bien qu'il ne s'agisse le plus souvent que de modestes économies - ceux qui avaient beaucoup d'argent l'ont sorti du pays. C'est tout un concert de protestations.

La créativité est également forte. Dans l'organisation du troc par exemple. On échange disons des galettes contre autre chose à manger, ou de la nourriture contre des outils, ou inversement. Le troc est un moyen de faire face mais il ne résout rien, d'autant plus que souvent, par désespoir et pour manger, des gens se défont de choses dont ils auraient besoin pour continuer à travailler. Le troc est très répandu, il y en a dans les quartiers, avec des formules variables. C'est la vie au jour le jour.

Malheureusement, beaucoup de gens fouillent les poubelles et mangent les restes des autres. Beaucoup de gens mendient, des enfants, des personnes âgées qui dans le train ou l'autobus vous présentent un objet quelconque sans aucune valeur, pour que vous l'achetiez. Ceux qui en ont les moyens l'achètent car c'est une façon d'aider. D'autres aident quelques voisins. La pauvreté est palpable, en permanence. C'est un grand malheur, l'économie sombre dans des proportions inouïes malgré un potentiel que tout le monde nous reconnaît. Nous venons d'avoir la plus grosse production de blé depuis 50 ans, et les gens meurent de faim ; nous avons des vaches qui donnent le meilleur lait du monde, et les enfants meurent, sans pouvoir boire un verre de lait. Les fermiers et les transporteurs ont jeté du lait pour protester contre les prix tant ils étaient dérisoires. Maintenant ils déposent le lait devant la porte des supermarchés, pour protester contre les grands groupes dont on dit que certains blanchissent de l'argent et d'autres fonctionnent aux narcodollars. La corruption est terrible et le gouvernement est partie prenante. Jusqu'où cela ira-t-il ?

Il y a un autre problème, comme dans de nombreux pays, celui des sans-papier. Les gouvernements n'ont aucun intérêt à donner des papiers à des familles qui sont venues de l'étranger pour travailler, il y a des années de ça, et qui ont eu des enfants. Ce sujet est tabou. La plupart des Argentins ignorent que des enfants sont refusés dans les écoles faute de papiers, que des malades sont refusés dans les hôpitaux parce qu'un ordre supérieur du ministère de la Santé a interdit de soigner les sans-papier. Nous le savons par nos conversations avec le personnel des hôpitaux, qui prend de gros risques pour soigner quand même ces étrangers qui vivent dans des bidonvilles et des banlieues complètement marginalisées par la pauvreté.

### **Pour la conquête de la dignité par le travail, la rue vous attend.**

Les fonctionnaires s'attendent à être mis à pied. A chaque entretien avec le Fonds monétaire international (FMI) ils redoutent de nouveaux ajustements. Leur expérience c'est qu'à chaque ajustement certains d'entre eux se retrouvent à la rue. En Argentine, en ce moment, chaque jour apporte son lot de travailleurs licenciés.

Autrefois les gens revendiquaient un meilleur salaire, la justice sociale à travers un salaire digne. Aujourd'hui, le quotidien s'est tellement détérioré qu'ils ne réclament plus qu'un travail, n'importe quel travail. Même dans le cadre des plans " trabajar " [travailler] qui sont des programmes gouvernementaux pour occuper une partie de la population : le salaire est si bas qu'il ne suffit pas pour sortir de la pauvreté. Ces plans ne réactivent pas l'économie du pays non plus. Avec le salaire Trabajar on peut acheter une boîte de lait par jour. Et pourtant les gens font de longues queues pour intégrer ces programmes. Evidemment cela aggrave l'indignation ambiante vis-à-vis des hommes politiques parce que ces emplois ne permettent même pas de survivre. Le salaire minimal des plans Trabajar est de 150 pesos, ce qui faisait 150 dollars mais n'en vaut plus que 50. Aucune famille ne peut vivre avec 50 dollars, mais les gens sont tenus par cette espèce de contrat qui leur donne un travail précaire de 4 heures par jour, pour ramasser les ordures dans la rue, ou faire quelque chose d'autre sans aucune perspective d'enrichissement ou de conquête de dignité.

### **Il vaut mieux être riche et en bonne santé...**

Il y a de moins en moins de travail pour les diplômés aussi, avocats, médecins, ingénieurs ou autres. La population gagne moins donc réduit au minimum ou à zéro ses dépenses. Avant les événements de décembre, la classe moyenne se faisait soigner dans des infrastructures liées à des mutuelles correspondant à son statut. Les hôpitaux publics étaient traditionnellement fréquentés par des gens moins aisés. J'étais il y a quelques jours dans un hôpital et le personnel m'a dit qu'une nouvelle catégorie de patients fréquentait maintenant l'établissement. Ce ne sont plus les pauvres qui s'y rendent, ils n'ont même plus de quoi se payer l'autobus, c'est la classe moyenne qui en plus de perdre son travail, a perdu sa couverture sociale de qualité. Les gens vivent avec leurs maladies et ne se font pas soigner. Celui qui meurt meurt, et voilà ! Il n'y a plus ni mutuelle, ni prévention, ni soins, ni médicaments. Grâce au troc on peut en trouver quelque fois. Les hôpitaux n'ont plus de budget mais le personnel, la " composante humaine ", est là : la solidarité fait qu'on s'occupe des patients, mais sans argent, pas d'opération, pas de médicaments, surtout pour les malades pauvres.

Les possibilités d'indemnisation pour maladie ou accident du travail sont très réduites. De plus, les entreprises n'embauchent plus personne qui ait une probabilité de tomber malade. On embauche de moins en moins de femmes, à cause du risque de grossesse.

Le gouvernement élabore un nouveau plan de réduction des dépenses publiques. Encore un ajustement demandé par le FMI : santé, éducation et logement vont encore en pâtir et les équipements vont être acquis à bas prix par des privés qui ne s'occuperont que des gens solvables. Ce mécanisme nous le voyons se dérouler sous nos yeux et nous le vivons très mal. La qualité de la vie diminue de jour en jour.

### **T'as pas un peso pour aller à l'école ?**

Les transports en commun ont aussi beaucoup de problèmes. Il y a moins d'autobus : les entreprises de transport urbain ont moins d'argent, elles doivent payer le carburant et il y a moins d'usagers à cause du chômage. Elles essuient des pertes. Le personnel proteste, se met en grève, et les pertes s'aggravent.

Le transport a un coût très bas pour les scolaires, un peso symbolique. Malgré cela, certains ne peuvent pas aller régulièrement à l'école. Alors le gouvernement annonce que les classes qui ne font pas le plein d'élèves seront être fermées, et c'est ainsi qu'on pénalise aussi l'éducation. Les enseignants ont beau demander aux parents d'envoyer leurs enfants en classe, leur promettre de faire encore plus d'efforts pour faire cours, il y a des gens qui ne peuvent pas, et on ferme des classes. Les enfants ne vont plus à l'école, il y a de nombreux analphabètes.

Certains enseignants montrent beaucoup de bonne volonté et font beaucoup d'efforts, ils travaillent de façon très

## **Précarité et exclusion en Argentine : On peut encore fouiller dans les poubelles :**

---

solidaire, ils ont souvent trois mois ou plus d'arriérés de salaire. Dans les provinces on leur doit leurs primes. Ils ont des salaires bas. Il leur faut vivre de la solidarité familiale, de l'entraide entre voisins.

Dans la capitale fédérale et dans la province de Buenos Aires, la situation semble être un peu meilleure, mais les élèves ne peuvent pas tous aller à l'école, par exemple par manque de chaussures. La richesse n'est pas également répartie entre les provinces. Il y a les provinces riches, spécialement celles qui ont du pétrole, où les hommes d'affaires et les politiciens accaparent les richesses et les provinces pauvres où la situation est encore plus dégradée qu'ailleurs. Nous luttons beaucoup pour qu'un équilibre soit réalisé, mais les progrès sont rares pour ne pas dire nuls.

L'autre jour j'étais dans le train pour rentrer à Buenos Aires et je lisais le journal. Un garçon d'environ 14 ans s'est assis à côté de moi, il était maigre et semblait très pauvre. Il regardait mon journal, je croyais qu'il le lisait puis je me suis rendu compte qu'il ne savait pas lire. Je lui ai expliqué que le journal parlait de la guerre en Afghanistan. Il m'a alors demandé s'il y aurait une guerre en Argentine, ou bien une dictature militaire. Je lui ai répondu qu'il fallait lutter pour ne pas en arriver à cette extrémité. Il insistait : " c'est que les choses vont si mal... ". Ce jeune, qui ne savait pas lire, avait comme une hantise de la guerre et associait la situation du pays à la guerre ou à la dictature. Il y a beaucoup de jeunes analphabètes comme lui.

### **Aujourd'hui cette même classe moyenne qui détournait les yeux et ne se sentait pas concernée par la dictature...**

La population est très divisée. Une bonne partie de la société civile a enfin compris, tout récemment, que la dernière dictature militaire, qui a été la plus sanglante, a laissé un héritage de plomb : 30 000 prisonniers et disparus, hommes femmes et enfants, et un désastre économique extraordinaire par l'augmentation phénoménale de la dette extérieure. Jusqu'à maintenant, les gens ne comprenaient pas que c'était le legs de la dictature. Une partie des Argentins avaient bien vécu sous la junte, faisant des voyages, des sorties, et ils disaient " nous vivions bien, on m'a laissé tranquille, on ne m'a rien fait, on ne m'a pas touché, on ne m'a pas emmené, moi ". Aujourd'hui, cette même classe moyenne qui détournait les yeux et ne se sentait pas concernée commence petit à petit à comprendre le pourquoi de la dictature et n'en veulent plus. Ils participent même à des manifestations, des assemblées, des cacerolazos.

A nous, Mères de disparus, ils nous disaient au début des manifestations : " que faites-vous ici ? nous nous ne faisons pas de politique ". Sous-entendu : " vous faites de la politique, pas nous ". Descendre dans la rue pour protester parce que votre compte bancaire a été vidé, ce n'était pas une action politique à leurs yeux ; le gouvernement disposait de façon arbitraire des biens du peuple et les gens ne faisaient pas la relation avec la politique ni avec les séquelles de la dictature militaire. Après quatre mois de cacerolazos, quand le gouvernement de De la Rúa a été renversé, et que peu après le gouvernement qui l'a remplacé a subi le même sort, ils ont commencé à comprendre que ce n'était pas un délinquant comme un autre qui leur avait volé leurs économies dans la rue, mais que c'était bien l'Etat qui s'était approprié l'argent qu'ils avaient déposé dans les banques. Ces mêmes banques où une affiche officielle précisait que les dépôts privés étaient intangibles. Quand l'Etat l'a voulu, il y a touché. Et les gens ont compris un petit peu plus.

Pourtant, une frange importante de la population ressent toujours une certaine sympathie pour les militaires, voyant en eux un facteur de sécurité. Alors, il faut dialoguer, débattre, informer, quand les gens se réunissent dans les assemblées - fait nouveau lui aussi dans notre pays puisque la dictature avait dissous tous les liens de solidarité, tous les réseaux, et éliminé tant de gens, sans compter les personnes arrêtées, torturées, exilées... Aujourd'hui les conséquences de la dictature sont visibles, de même que toutes les réformes économiques exigées par les institutions financières internationales.

### **L'Eglise est très tiède**

L'Eglise a d'abord été complice et partie prenante dans la dictature militaire. Et maintenant, bien que quelques têtes aient été changées, elle est très tiède, elle fait des déclarations, elle parle de la faim, mais elle ne dit jamais tout. Un jour, il faudrait qu'ils ferment la porte des églises, en signe de protestation, et qu'ils ne permettent plus que les fonctionnaires y organisent des messes et des hommages. Un jour, ils devront vraiment changer. La hiérarchie de l'Eglise argentine est totalement coupée du peuple. Quand ils parlent, ils parlent d'en haut, depuis une chaire. Ils ne marchent ni ne parlent avec le peuple, il ne le laissent pas les toucher, les voir de près.

S'il y avait une nouvelle dictature - pourvu qu'il n'y en ait plus jamais - l'Eglise serait-elle à nouveau complice ? Une partie de l'Eglise est restée fasciste, elle a une mentalité nazi. La hiérarchie a été un peu modifiée, elle proclame qu'elle se fait du mauvais sang, qu'elle ne veut pas que le gouvernement traite si mal son peuple, mais sans plus, et tant qu'elle continuera à administrer la communion aux politiciens qui détruisent notre pays, elle restera complice de situations qui s'aggravent et dont elle est co-responsable. Il n'y a pas de séparation nette entre l'Eglise et l'Etat, tant qu'elle touche des revenus de l'Etat elle ne se rebelle pas.

Nous connaissons beaucoup de prêtres, nous travaillons avec de nombreux prêtres totalement dévoués au peuple. L'Eglise de base, comme on l'appelle, marche avec les pauvres, aide dans les quartiers, aide dans les occupations de terrain, elle est solidaire sur toute la ligne, elle partage complètement la pauvreté avec les pauvres. Ils sont pauvres et donnent le peu qu'ils ont, comme sous la dictature qui réprimait cela. Deux évêques ont été assassinés à l'époque, la hiérarchie a détourné la tête et a nié qu'ils aient été exécutés par la dictature militaire, ce qui montre son degré d'implication, de participation, je ne parle même plus de complicité. Des prêtres étaient présents dans les camps de concentration, ils voyaient la torture et ne pipaient mot, ils accompagnaient les militaires dans les vols de la mort au cours desquels les prisonniers étaient jetés dans les rivières et dans la mer pour ne jamais reparaître. C'est ce qui est probablement arrivé à mon fils.

Certains curés se manifestent. Il y a quelques jours un curé de base a écrit une lettre très dure au président de la Nation et au président de l'Eglise pour leur exposer les graves problèmes et la vie du peuple. Aujourd'hui l'Eglise de base marche avec les pauvres mais sans aucune perspective de révolution. Le changement ne peut se faire que progressivement car le peuple a terriblement souffert. Beaucoup ne sont plus là. Beaucoup ont peur. On ne peut donc pas penser à une action révolutionnaire, le peuple n'est pas prêt. A Cuba la révolution s'est d'abord produite et ensuite le peuple s'y est rallié, c'est un exemple isolé. Au Venezuela, tout récemment, le peuple a démontré qu'il voulait la justice sociale et un gouvernement populaire, malgré les efforts des médias et des grandes entreprises pour tout déguiser ; le peuple a exprimé sa volonté et c'est réjouissant, cela montre le changement qui est en marche.

Rien de tel en Argentine. L'Argentine est un pays cosmopolite, où cohabitent plusieurs nationalités. Les nouvelles générations estiment être de " vrais Argentins ", le stade du melting-pot est dépassé. Pourtant, depuis décembre, rien n'est plus comme avant. Tout a complètement changé.

[CATDM](#) . Buenos Aires, 8 de mayo 2003